

LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 13 DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **Le Drian doit y passer**
- 2) **Il va arriver**
- 3) **Une augmentation de 40 % du SMIC...**
- 4) **Le FN escroque le budget européen**
- 5) **Je suis "indépendantiste français"**
- 6) **Ils sont rongés par les idées du FN**
- 7) **Le tribun du peuple**
- 8) **La bataille est perdue...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Macron pourrait demander à Le Drian de quitter le PS



Photo AFP

Le président souhaite que les cadres du PS qui appartenaient à la deuxième gauche, le rejoignent. «Qu'ils choisissent, a-t-il lancé devant une poignée de proches réunis lundi soir à l'Élysée. Puis, précisant sa idée : «Il va falloir que Jean-Yves Le Drian dise s'il est avec nous ou pas».

«Emmanuel nous a demandé de continuer à fragmenter la droite et la gauche mais en insistant sur la gauche», explicite un participant.

Ce soir-là, autour du chef de l'état, quelques fidèles, les historiques, et Brigitte bien sûr. Comme avant, lorsqu'ils se réunissaient discrètement à Bercy pour préparer une candidature auxquels ils étaient les seuls à croire. Après une balade dans le parc avec l'incontournable Nemo, Christophe Castaner, Benjamin Griveaux, Stéphane Séjourné, Jacques Mézard, Richard Ferrand et quelques autres, se sont attablés... Heureux de se retrouver et convaincus que le chef de l'Etat avait un message à faire passer. En effet.

Après quelques mois de mise en route, de flottement politique, l'heure est venue, selon le président, de structurer la «macronie» en vue des prochaines échéances électorales. Emmanuel Macron a donc demandé à ses troupes de reconstituer les cercles qui ont animé la campagne et notamment le fameux «compol». Quatre objectifs lui seront assignés : structurer le mouvement, préparer le référendum constitutionnel et les élections européennes et enfin tisser un maillage territorial en vue des municipales.

Christelle Bertrand

LADEPECHE.fr

II) Alerte générale, tous les indices annoncent un nouveau krach boursier

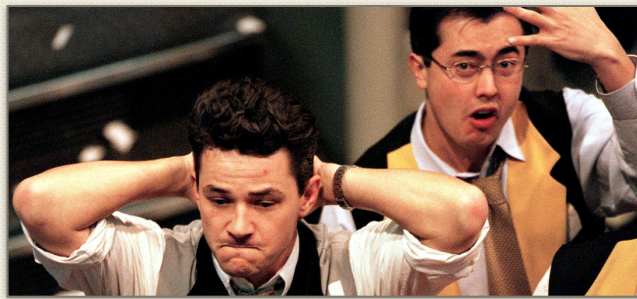
Pierre Rondeau

Il est peut-être temps de commencer à paniquer. Ou du moins, de changer de politique monétaire et vite. Explications.

Et si cela allait de nouveau arriver? Et si, après la crise des subprimes de 2008, les économies occidentales allaient de nouveau subir un terrible ralentissement du système?

Et si le chômage allait de nouveau augmenter, la croissance chuter et la confiance s'écrouler?

LAPRESSEENREVUE.EU



Australie, 1998 | TORSTEN BLACKWOOD / AFP

C'est en tout cas la prédiction lancée par l'indice Shiller, outil analytique fondé par Robert Shiller, prix Nobel d'économie en 2013 et spécialiste d'économétrie financière. Cette donnée, construite au début des années 1990 pour répondre à une demande du secteur immobilier américain de prédire l'évolution du prix des actifs, confronte la valeur moyenne des cours boursiers avec les bénéfices totaux des entreprises cotées étalés sur 10 ans.

L'équilibre des cours

Autrement dit, l'indice de Shiller étudie l'existence probable ou non de bulles financières. Il compare la valeur d'usage d'un actif, à quel prix est-il échangé sur le marché en fonction de l'offre et de la demande, et sa valeur réelle, déterminée par le montant des bénéfices créés par l'entreprise.

Il faut bien comprendre que, en théorie, la valeur d'un actif est directement corrélée avec les potentiels bénéfices redistribués. Par exemple, lorsque nous possédons une action, nous sommes en partie propriétaire d'une entreprise et, à ce titre, nous touchons, chaque année, une part proportionnelle des bénéfices, les dividendes. Si nous sommes propriétaires de 3% de l'entreprise, nous toucherons 3% de son profit tous les ans.

La valeur du titre dépend donc de la valeur du bénéfice que nous pourrions toucher. Si l'entreprise est largement bénéficiaire, elle peut redistribuer abondamment et les investisseurs vont alors se ruier sur ses titres. Et, du fait d'un excès de demande, ces derniers vont prendre de la valeur: le cours augmente.

Annonciateur de bulles financières

Seulement, il arrive que le cours des actifs, sur les marchés, dépasse sa valeur réelle. Parce que les agents spéculent et sont influencés par les rumeurs collectives, ils vont injecter trop de liquidités et provoquer un dépassement de la valeur du titre, supérieure à ce qu'il devrait réellement coûter, compte-tenu de sa marge bénéficiaire. C'est le principe des bulles financières.

À la fin de l'année, si les agents économiques s'aperçoivent que finalement, malgré une action très chère, le gain en dividendes est faible, ils vont vendre en masse et les cours vont s'écrouler. C'est précisément ce que semblerait indiquer l'indice Shiller.



Ce dernier, calculé depuis les années 1890, est un déterminant des bulles financières. Il confronte la valeur moyenne des titres en bourse et la valeur moyenne des bénéfices des entreprises. Plus l'indice augmente, plus le prix des actifs financiers croît plus rapidement que la marge, un synonyme de bulle.

La valeur moyenne, sur un siècle, de l'indice Shiller est de 16,80. Il a atteint 30 le 29 octobre 1929, lors du «Black Tuesday», le plus grand krach boursier du XX^e siècle, qui provoqua dépression, faillite et crise. Dans les années 2000, lors de la bulle d'internet, il a atteint le pic historique de 45.

Une future crise nous pend au nez

À combien est-il actuellement? 31,98 au 1er décembre 2017. Soit un niveau supérieur à celui de 1929 et la tendance haussière est continue. Depuis 2015, l'indice de Shiller ne cesse d'augmenter, sans que les autorités financières ou politiques ne s'en préoccupent. Pour le journaliste économique Pascal Riché, «il y a une petite odeur de krach dans l'air».

«Dans le monde merveilleux des boursicoteurs, une courbe s'échange d'e-mail en e-mail, promettant le grand plongeon. C'est celle de "l'indice Shiller", qui reflète le rapport prix/bénéfice des entreprises. Quand il grimpe trop, il faut s'inquiéter. "Pour la seconde fois en un siècle, cet indice dépasse le niveau qu'il avait atteint juste avant le krach de 1929", s'alarme le message. Vendez touuuuuuuut!»

Mais comment expliquer ce phénomène? Pour l'économiste Przemyslaw Radomski, spécialiste de finance de marché, cela s'expliquerait par l'action des banques centrales américaines et européennes, à la fin des années 2000 et au début des années 2010, qui auraient pratiqué une politique de relance monétaire trop importante sans que les agents économiques et les intermédiaires bancaires ne suivent cette action expansionniste.

Que font les banques?

Dès 2009, avec la volonté interventionniste de Barack Obama et de Ben Bernanke, la Federal Reserve System (FED), la banque centrale américaine, a injecté une quantité très importante de liquidités afin de relancer une économie exsangue. Côté européen, la BCE a suivi une politique non-conventionnelle, le quantitative easing, fait de taux directeur bas et de rachat abondant de titres, dès 2015. Ce ne sont pas moins de 500 milliards d'euros qui ont été déversés auprès des banques commerciales afin que ces dernières puissent financer investissements et consommations des agents.

Pourtant, d'après Przemyslaw Radomski, «les politiques expansionnistes des banques centrales n'ont pas entraîné une reprise de la croissance. [...] Mais l'excès de liquidité engendré a été utilisé par les banques pour acheter des actifs financiers, et donc contribuer à créer des bulles financières».

Cité par l'économiste Jérôme Gautié, de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dans son cours «Monnaie et Finance», le blogueur Captain Economics va dans ce sens.

«Depuis le début de la crise, les banques n'utilisent pas les liquidités supplémentaires pour relancer la machine à crédit. [...] Le montant des crédits n'augmentent pas. L'excès de liquidité étant réinvesti directement par les banques sur

marchés financiers. [...] Cet excès peut avoir un impact sur le prix des actifs financiers et faciliter l'apparition de bulles.»

Cercle vicieux

D'après lui, par manque de confiance, les banques ne prêtent plus aux agents économiques, ou alors à des taux prohibitifs, ce qui empêche tout relance de l'économie, par un soutien de l'investissement et de la consommation. À l'inverse, ces intermédiaires financiers, par peur de l'avenir, par peur d'une nouvelle crise, préfèrent placer leurs liquidités abondantes sur les marchés financiers, quitte à provoquer un excès de demande, responsable d'une inflation galopante des titres.



On aboutit à une double problématique: les marges bénéficiaires des entreprises ne décollent pas puisqu'il n'y a aucun soutien réel de l'économie (croissance molle et consommation faible) et les valeurs des titres financiers grossissent artificiellement du fait d'un excès de liquidités. L'indice de Shiller se met donc à grossir de manière inconsidérée jusqu'à atteindre un niveau supérieur à celui de 1929.

Nous serions donc aux prémices d'une prochaine grande crise économique, directement créée par les banques et les autorités monétaires. De nouveau, chômage, dépression et marasme nous attendraient. Si cela est vrai, ne serait-il pas temps, enfin, de changer de modèle?



Pierre Rondeau (30 articles)
Professeur d'économie à la Sports Management School

Slate

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Le Sénat augmente le salaire de certains "grands" élus de... 40 % !

Les maires des villes de plus de 500 000 habitants, les présidents de Région et de Département vont voir leur salaire bondir de 40 %. Une belle augmentation qu'ils doivent aux sénateurs mais qui doit encore recevoir l'aval de l'Assemblée.



Le sénateur LR Pierre Cuypers hier au palais de Luxembourg. | Capture Public Sénat.

L'info est quasiment passée inaperçue. Sauf peut-être pour les principaux intéressés.... Lundi, au détour du débat sur le projet de loi de finance pour 2018, les Sénateurs ont voté un amendement autorisant une augmentation de 40 % du salaire des maires des grandes villes (500 000 habitants), et des présidents de Région et de Département.

Cet amendement a été porté par le sénateur Jean-Marc Boyer. Comme l'indique Public Sénat, ce dernier a défendu la création d'« une indemnité de sujétion spéciale » égale à 40 % de l'indemnité de fonction des élus concernés. Ce, pour compenser des « contraintes » subies dans l'exercice de leur fonction par les édiles.

Jusqu'ici, la rémunération d'un président de Région, d'un Département ou d'une très grande ville s'élevait à 5 512 €. Si l'amendement adopté lundi par le Sénat n'est pas retoqué par les députés, ce salaire pourrait donc être porté à 7 716 €.

« Compétences étendues »

Rapporteur du texte au Palais du Luxembourg, le sénateur LR Pierre Cuypers justifie ainsi cette augmentation : « après les réformes territoriales comme la loi NOTRE, les présidents de région ont vu leurs compétences augmenter avec l'économie, les transports l'aménagement du territoire. Les présidents de départements sont responsables des politiques de solidarité, de haute importance pour notre cohésion sociale ».

Pour Pierre Cuypers, « après les réformes territoriales comme la loi NOTRE, les présidents de région ont vu leurs compétences augmenter avec l'économie, les transports l'aménagement du territoire. Les présidents de départements sont responsables des politiques de solidarité, de haute importance pour notre cohésion sociale. »

Cet amendement n'est pas anodin. Et va surtout à contre-courant de la ligne tracée par le gouvernement. Comme l'a rappelé en juillet dernier le ministre des Comptes publics, Gérald Darmanin, les collectivités locales sont invitées à réduire leurs dépenses de 13 milliards d'euros d'ici 2022.

Le Sénat doit encore valider au cours d'un vote solennel l'ensemble du projet de loi ce mardi. Ce sera ensuite aux députés de dire ce qu'il pense de cet amendement.



IV) Affaire des assistants parlementaires : le Front national est mis en examen



Marine Le Pen au Parlement européen à Strasbourg, le 17 janvier 2017. ((Elyxandro Cegarra/NurPhoto/AFP))

Le parti a été mis en examen pour complicité d'abus de confiance dans le cadre de l'enquête menée sur de présumés emplois fictifs, expliquent "le Monde" et Mediapart.

Par L'Obs

Après Marine Le Pen, c'est au tour du Front national. Le parti, en tant que personne morale, a été mis en examen le 30 novembre, dans le cadre de l'affaire des assistants parlementaires européens, révèlent ce mardi 12 décembre "le Monde" et Mediapart.

Représenté par son trésorier Wallerand de Saint-Just, le Front a été mis en examen pour complicité et recel d'abus de confiance.

"C'est la logique exacte de l'instruction", a réagi le trésorier auprès du quotidien.

"J'ai tout à fait contesté que le FN est bénéficiaire à mauvais droit d'argent du Parlement européen."

En septembre dernier, Wallerand de Saint-Just avait néanmoins reconnu qu'il y avait "pu y avoir des erreurs commises au regard d'une réglementation très rigide mais en aucun cas il n'y a eu de fraude ou de volonté de captation des fonds publics européens".

De nombreux documents saisis lors de perquisitions, ainsi que plusieurs témoignages recueillis par les enquêteurs, viennent pourtant contredire cette version, rappelle "le Monde". Plusieurs notes et tableaux comptables permettent en effet à la justice de penser que le FN a sciemment organisé le financement de sa propre activité en détournant les fonds du Parlement européen, les enquêteurs décrivant "un système frauduleux, impliquant plusieurs cadres du Front national".

Sans compter le Front national, six personnes (deux élus et quatre assistants) sont à ce stade poursuivies dans ce dossier. La présidente du parti frontiste et ex-eurodéputée Marine Le Pen a été elle-même mise en examen fin juin, pour abus de confiance et complicité d'abus de confiance.

L'ancienne cheffe de cabinet de Marine Le Pen au FN, Catherine Griset, est également poursuivie.

Un système organisé

Les juges d'instruction enquêtent sur un éventuel système organisé par le parti frontiste pour rémunérer des permanents avec des fonds publics de l'Union européenne, via ces contrats

d'assistants au Parlement européen.

Dix-sept eurodéputés ou ex-eurodéputés FN, dont Marine Le Pen et son père Jean-Marie Le Pen, sont visés par cette enquête, ouverte en 2015, qui porte sur au moins une quarantaine d'assistants.

Le préjudice pour l'institution européenne s'élèverait, d'après ses calculs, à près de 5 millions d'euros de 2012 à 2017.

Son président de l'époque, le socialiste Martin Schulz avait saisi la justice française en mars 2015 après le constat que des assistants d'eurodéputés apparaissaient dans l'organigramme du parti.

R.F. (Avec AFP)

L'OBS

V) A la corse, Jean-Luc Mélenchon se décrit en "indépendantiste français"



Jean-Luc Mélenchon veut "capitaliser positivement" sur les colères contre l'Union européenne. - Nicolas Liponne / NurPhoto

Par Magazine Marianne

Dans un entretien publié dans "Les Echos" ce mardi 12 décembre, Jean-Luc Mélenchon revient sur sa stratégie européenne. Surfant sur le succès corse, il se revendique aujourd'hui "indépendantiste français" plutôt que "souverainiste".

Quand la France insoumise se met au diapason corse. Dans la perspective du Conseil européen de Bruxelles qui se tiendra jeudi, Jean-Luc Mélenchon a développé ce mardi 12 décembre sa position sur l'Union européenne dans les colonnes des Echos. Dans des termes manifestement inspirés de la victoire dimanche de la coalition nationaliste aux élections territoriales en Corse.

Ainsi, interrogé sur sa ligne politique "souverainiste", l'ex-candidat à l'élection présidentielle préfère aujourd'hui, à cet adjectif "utilisé dans un sens nationaliste", celui d'indépendantiste. "Si je suis souverainiste, c'est au sens de la souveraineté du peuple. Je suis plutôt un indépendantiste français", explique-t-il. Un changement de vocable pour bien signifier le particularisme de la position de la France insoumise dans le concert des eurosceptiques. Notamment à la dernière élection présidentielle

qui a vu se présenter plusieurs (petits) candidats prônant une sortie radicale de l'Union européenne. "Qu'on ne caricature pas ma position : ma ligne, ce n'est pas le 'Frexit'. Je crois à la puissance française. En Europe ses intérêts fondamentaux doivent être protégés. Faire l'Europe ? Oui si c'est sans défaire la France !", défend-t-il.

Jean-Luc Mélenchon dénonce en particulier l'actuel mode de fonctionnement de l'Union européenne, avec une Commission européenne toute puissante face au Parlement : "Si les transferts de souveraineté que nous avons opérés vers les instances européennes avaient été confiés à un Parlement européen ayant un réel pouvoir de décision, mon point de vue serait peut-être différent. Mais celui-ci n'est pas un vrai Parlement : 70% de ses délibérations n'ont aucun effet concret". Lui qui assume avoir milité pour "un vrai fédéralisme" dans les années 1990, allant jusqu'à appeler "à une constituante européenne", considère que l'UE aujourd'hui est plus proche "du modèle du saint empire romain germanique que de la marche vers la République universelle à laquelle je rêvais".

Autant de raisons pour lui de continuer à défendre sa stratégie européenne désormais bien connue, avec un plan A qui consiste à défendre une refonte de l'Union européenne en passant "par la fin de trois verrous : l'harmonisation sociale, l'harmonisation fiscale et le changement de statut de la BCE pour que celle-ci puisse prêter aux Etats". Et, en cas d'échec, l'activation du plan B : une sortie de la France de l'Union européenne. Un plan B qu'il qualifie lui-même de "dissuasion nucléaire".

"Mes objectifs n'ont rien à voir avec ceux du FN ou des nationalistes"

Une seconde option dont il se défend d'ailleurs de vouloir la privilégier. "Je ne pars pas battu. Bon sang ! Tout ne dépend pas de la volonté des autres !", argue-t-il. Le bien-fondé de sa stratégie étant d'ailleurs démontré selon lui par les récentes annonces du président de la République sur le glyphosate : "Emmanuel Macron annonce l'interdiction du glyphosate dans trois ans malgré la décision européenne, il me donne raison. Mais il est sur le tapis roulant qui mène au plan B sans savoir comment le gérer."

Le chef de file des Insoumis s'inscrit finalement dans une démarche volontariste aux accents très gaullistes. Une référence dont il ne rougit pas, malgré la haine qu'avait vouée un autre de ses modèles - François Mitterrand - au général. "Ce ne serait pas la première fois qu'en France, on réussit de grands tournants. Ce qu'a accompli le général de Gaulle après 1958 n'a pas été une mince affaire. La volonté ouvre des chemins à jamais inconnus des résignés", assume Mélenchon.

Une référence pas anodine, qui lui permet de se placer au-dessus des camps politiques et loin du FN : "La ligne politique et mes objectifs n'ont rien à voir avec ceux du FN ou des nationalistes, martèle-t-il ainsi. Tous ces gens rament pour moi d'une certaine manière, en contribuant à la construction d'un champ culturel où nos mots d'ordre - l'Europe ne protège pas les Français mais les menace - sont en train de devenir dominants. Il faut capitaliser positivement cette colère qui peut être dangereuse".

VI) De Sarkozy à Wauquiez : comment la droite s'est laissée contaminer par les idées du FN



Laurent Wauquiez et Nicolas Sarkozy à Paris, le 2 juillet 2016. (WITTI/SIPA)

Entre droite et extrême droite, le fossé sémantique n'a cessé de se réduire depuis 2007.

Par Sébastien Billard

Stigmatisation des immigrés, de l'islam et des élites, célébration des "racines chrétiennes de l'Europe", évocation d'un "grand remplacement" culturel... Pour conquérir la présidence des Républicains, Laurent Wauquiez n'a pas lésiné sur les formules chocs au cours de la campagne. "Le discours de Laurent Wauquiez reprend et parfois déborde celui de Marine Le Pen", analysait dans "l'Obs" il y a quelques semaines la chercheuse Cécile Alduy, auteure de "Ce qu'ils disent vraiment. Les politiques pris aux mots ».

"Il y a indéniablement des expressions, et surtout des obsessions communes (...). Wauquiez utilise des expressions ancrées dans la tradition d'extrême droite, comme la notion de 'patrie charnelle', une expression employée autrefois par Jean-Marie Le Pen, et aujourd'hui sur tous les sites identitaires."

Une ligne "décomplexée" et une sémantique aux parfums frontistes qui, si elles font tousser certains de ses camarades à droite, ravissent de nombreux militants et devraient permettre à Laurent Wauquiez d'être élu sans difficulté à la tête du parti.

Un "hold-up idéologique" qui a débuté il y a plus de 30 ans

Au regard de l'histoire récente des droites, la victoire annoncée de Laurent Wauquiez apparaît comme la nouvelle étape du processus de contamination politique de la droite par les idées du FN, amorcé il y a une trentaine d'années. "Une contamination volontaire qui n'a en aucun cas été subie", précise l'historienne Valérie Igounet, spécialiste de l'extrême droite.

"Face à l'émergence du Front national, puis son ascension dans les années 80, des représentants de la droite ont peu à peu choisi délibérément de s'emparer de thématiques frontistes au nom d'objectifs électoraux. Plus la dynamique électorale du FN est forte, plus la droite a recours à cette forme de hold-up idéologique."

L'histoire de cette contamination débute d'abord timidement avec, dès 1977, quelques alliances locales passées inaperçues entre la droite et le FN. Elle s'accélère à mesure des premières percées électorales du Front. En 1983, à Dreux, deux listes - l'une de droite et une autre d'extrême

droite - fusionnent. Leur slogan : "inverser le flux de l'immigration à Dreux". Un certain Jacques Chirac, alors président du RPR, déclare alors qu'il n'aurait "pas du tout été gêné de voter" pour cette liste. Un nouveau cap sera franchi quinze ans plus tard, lors des régionales 1998, quand la droite, dans plusieurs régions, se trouve contrainte de s'allier avec le FN pour l'emporter.

Durant les années 90 et 2000, cette contamination se poursuit et s'amplifie, mais essentiellement sur le terrain de la sémantique. "On observe une nette radicalisation du discours du RPR et de l'UDF sur l'immigration", explique Valérie Igounet. "Au sein de ces formations, certains reprennent à leur compte la forme et le fond du discours lepéniste", écrit l'historienne, dans une note consacrée à ce sujet.

Jacques Chirac - encore lui - estime en 1991 que Jean-Marie Le Pen "n'ayant pas le monopole de ces thèmes", il "faut se les approprier". C'est en 1991 qu'il raille également le "bruit et l'odeur", lors d'un dîner-débat du RPR organisé à Orléans. Valéry Giscard d'Estaing, alors président de l'UDF, qualifie lui la même année l'immigration d'«invasion».

Le tournant de l'élection présidentielle 2007

Mais c'est bien à partir de la campagne présidentielle de 2007 que cette contamination franchit un cap. En installant la question identitaire au centre des débats, en créant un ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'identité nationale et du Développement solidaire en début de quinquennat, "Nicolas Sarkozy joue un rôle décisif dans ce processus de libéralisation des mots", poursuit Valérie Igounet.

"Les termes choisis sont ceux de l'extrême droite. Dans le discours, s'opère une distinction entre un 'nous' - les Français - qui s'oppose à un 'eux' - les immigrés. La droite républicaine fait sienne un marqueur idéologique du Front national."

Dans les années 2010, marquées en particulier par le discours de Grenoble, un vrai mimétisme lexical pratiqué par la droite sur des thématiques frontistes s'installe durablement, avec la prééminence de mots comme immigration, insécurité, identité, invasion, frontières, islam, etc. On assiste alors à une radicalisation de l'offre et du débat politiques.

"Avant Sarkozy, il y avait des mots et des petites phrases qui montraient une porosité. Qu'on se souvienne, par exemple, des sorties de Pasqua. Mais la présidentielle 2007 représente une vraie coupure fondamentale", souligne Valérie Igounet, qui a consacré un ouvrage à l'évolution des slogans FN et à leur viralité.

"La droite se met désormais à médiatiser des thématiques chers au FN en disant ouvertement que son objectif est de séduire l'électorat frontiste. Elle se cache de moins en moins, elle a beaucoup moins de scrupules qu'auparavant."

Avec Wauquiez, le passage au "copier/coller"

Laurent Wauquiez est-il en passe de parachever cette "évolution" ? L'ancien ministre poursuit indéniablement l'histoire du hold-up idéologique de la droite sur le FN, juge Valérie Igounet.

"Entre Wauquiez et le FN, sur le plan sémantique, le fossé s'est considérablement réduit. On peut carrément parler de copier/coller sur un certain nombre de thèmes, principalement

"l'immigration et l'islam."

Outre ses propos sur le "grand remplacement", une théorie complotiste qui divise au sein même du FN, l'historienne appuie son propos en citant de récentes déclarations tenues par des proches du candidat à la présidence LR. "Quand je vois qu'à Strasbourg on construit une mosquée avec deux minarets de 36 mètres de haut, je me dis que je ne veux pas que la France des clochers devienne la France des mosquées", a ainsi lâché Aurane Reihanian, le "bébé Wauquiez" qui monte dans l'ombre de son mentor, reprenant une vieille rengaine frontiste.

Si le refus d'alliance reste ferme, la conquête de l'électorat frontiste apparaît ainsi plus que jamais comme l'ambition numéro un du nouvel homme fort de la droite française, qui est en passe de déplacer le curseur encore un peu plus à droite que ne l'a déjà fait Nicolas Sarkozy.

"Nicolas Sarkozy a toujours tenu ensemble deux lignes : un discours identitaire et un discours moderniste. Laurent Wauquiez fait l'impasse sur ce deuxième volet qui avait permis à Nicolas Sarkozy d'élargir son électorat vers le centre, et pas seulement vers l'extrême droite", relevait à ce propos Cécile Alduy, dans l'entretien qu'elle a accordé à "l'Obs" début novembre.

"La droite 'dure' et identitaire a toujours existé au sein des Républicains mais elle ne représentait qu'un courant parmi d'autres. La rupture actuelle, c'est qu'elle devient hégémonique et risque de faire taire ou fuir les autres courants de la droite classique."

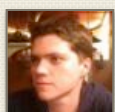
L'Europe, qui constituait ces dernières années l'un des derniers grands clivages entre LR et FN, l'est de moins en moins avec la conversion eurosceptique de Laurent Wauquiez, relevait aussi cette chercheuse associée au Cevipof.

Cette stratégie, qui se veut être une réponse à une base électorale qui s'est radicalisée, est-elle pour autant viable à plus longs termes ? "Que la droite, depuis trente ans, cherche son salut en préemptant des concepts frontistes au nom d'objectifs électoraux en dit beaucoup sur l'état de ce mouvement", estime Valérie Igounet.

"Ces emprunts de plus en plus répétés sont un signe parmi d'autres qui témoignent de la faiblesse de la droite."

Un diagnostic partagé par l'historien Nicolas Lebourg, spécialiste lui aussi de l'extrême droite. "La droite est aujourd'hui invertébrée, ne sait plus se différencier des autres courants pour proposer une offre politique autonome (...). Ni son offre politique ni sa cible électorale ne sont autonomes", écrit ce membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, dans une longue note. Et l'historien de souligner :

"Pour l'instant, la stratégie Wauquiez consiste à refaire ce qui a échoué avec Sarkozy ou Jean-François Copé."



Sébastien Billard Journaliste



VII) Mélenchon: "Si j'étais président, je m'exprimerais sans doute différemment"



Le député de la France insoumise, à qui l'on reproche parfois ses coups de sang, se présente en tribun du peuple et se dit attaché à sa "théâtralité".

Sur son blog, sur les plateaux de télévision mais aussi sur les réseaux sociaux ou à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon se plaît à habiter le costume de tribun. Qu'il rapporte boîte de conserves et paquets de pâtes dans l'hémicycle ou qu'il tonitrué à l'adresse de ses adversaires politiques, il n'est jamais avare de mise en scène. Pour lui cette posture est indissociable de son rôle d'opposant. Dans un entretien aux Echos, il estime ce mardi que son style le "rend crédible auprès de ceux dont (il a) besoin pour construire un rapport de force.

"Je suis le tribun du peuple, j'en suis fier"

"Si l'histoire n'était qu'un choc de raisonnements contradictoires, on vivrait dans un colloque savant. Non, c'est un choc d'intérêts. Ce que je propose heurte des intérêts très puissants", explique-t-il sur le fond.

Quant à la forme, le député de la France insoumise attribue en partie sa théâtralité au "Méditerranéen" qu'il est.

"Si j'étais président, je m'exprimerais sans doute différemment ; là, je suis le tribun du peuple - j'en suis fier", martèle Jean-Luc Mélenchon.

Charlie Vandekerckhove



LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) One Planet Summit : « On est en train de perdre la bataille » avertit Emmanuel Macron

« L'urgence est devenue permanente » a-t-il conclu.



Le président de la République s'est exprimé lors du sommet sur le climat qui se déroule sur l'île Seguin (Hauts-de-Seine). « On doit tous bouger parce qu'on aura tous à rendre compte » a-t-il martelé.

Par Thomas Leroy
@leroy_thomas

« On est en train de perdre la bataille. Il ne faut pas se tromper. On passe un très bon moment mais on n'est en train de perdre la bataille. » Dans une courte allocution au One Planet Summit, Emmanuel Macron a tenu à rappeler l'urgence de la lutte pour le climat. « Ceux qui étaient avant nous avaient une chance : ils pouvaient dire 'on ne savait pas'. Depuis une vingtaine d'années on sait » souligne-t-il.

« Nous sommes deux ans après cet accord de Paris (...) que s'est-il passé entre temps ? Il y a eu des décisions ou des velléités de quitter cet accord. Très mauvaise nouvelle » rappelle-t-il, évoquant Donald Trump sans le nommer. « Et si nous sommes là aujourd'hui, c'est parce que beaucoup [d'Américains] ont décidé de ne pas forcément accepter la décision du gouvernement fédéral américain de quitter l'accord de Paris » affirme-t-il, faisant applaudir les acteurs américains venus au sommet.

« On ne va pas assez vite »

« Si on continue sur notre lancée, ça n'aura rien à voir avec ce à quoi on s'est engagé (...) Il y a des chefs d'Etat derrière moi. Dans 50, 60 ou 100 ans, il y a 5, 10, 15 qui ne seront plus là (...) et leur population avec eux » prévient-il. « La question pour les leaders est de savoir si on veut accompagner ça parce qu'on ne pourra plus expliquer à qui que ce soit qu'on ne savait pas. »

« On doit tous bouger parce qu'on aura tous à rendre compte » souligne le président français. « Ce sommet, c'est pour moi le début d'une nouvelle génération.

Non pas un sommet où l'on va négocier une déclaration. Mais un sommet où il y a les gouvernements – 127 états représentés -, les régions, les villes, les fonds souverains, les assurances, les banques, les philanthropes, les ONG...

« Ce que nous devons faire dans les heures qui viennent, c'est expliquer les engagements que nous prenons fermement pour changer. Pour dire : 'voilà ce que je veux concrètement et j'en réponds devant vous' ».

« Pour la première fois, beaucoup de chefs d'Etat et de gouvernements ont accepté de ne pas parler et je les en remercie car, faire le déplacement et accepter de ne pas parler, c'est très rare dans nos sommets » s'est-il amusé. « Mais je dis à tous ceux qui vont parler : vous allez vous exprimer pour prendre un engagement et à l'issue de cette réunion, nous suivrons cet engagement »

**A Suivre...
La Presse en Revue**

« Tout cela sera suivi, examiné, vérifié »